

*que
sais-je?*

**HISTOIRE DES
DOCTRINES POLITIQUES
EN ITALIE**

ETTORE A. ALBERTONI



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

QUE SAIS-JE ?

32

47/48

Histoire
des doctrines politiques
en Italie

ETTORE A. ALBERTONI

Professeur d'histoire des doctrines politiques
à l'Université d'Etat de Milan

8° Z
28960
1963)

346



DL-09-10-1981-28297

QUELQUES OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- Essai dans le volume *Le élites politiche*, Bari, Laterza, 1961.
- La generazione degli anni difficili*, Bari, Laterza, 1962 (Anthologie d'écrits sur la formation d'une génération pendant le fascisme).
- La teoria della classe politica nella crisi del parlamentarismo*, Milan, Cisalpino-Goliardica, 1968 (épuisé).
- Il pensiero politico di Gaetano Mosca. Valori-Miti-Ideologia*, préface de Renato TREVES, Milan, Cisalpino-Goliardica, 1973 (épuisé).
- Gaetano Mosca e la teoria della classe politica*, Florence, Sansoni, 1974 (Choix d'Anthologie).
- Introduzione alla storia delle dottrine politiche. Trois essais de recherche*, Milan, Cisalpino-Goliardica, 1977.
- Gaetano Mosca. Storia di una dottrina politica. Formazione e interpretazione*, Milan, Giuffrè, 1978.
- Essai « L'autonomismo regionale lombardo da Carlo Cattaneo alla Costituzione repubblicana » dans le volume *Autonomismo e Stato regionale in Italia*, Palerme, Società Siciliana per la Storia Patria, 1978.
- La vita degli stati e l'incivilimento dei popoli nel pensiero politico di Gian Domenico Romagnosi*, vol. I de la coll. « Studi Romagnosi » avec texte intégral du Livre I^{er} de l'œuvre inédite de G. D. ROMAGNOSI, *Della vita degli Stati*. Avec une chronologie des écrits et des éditions de Romagnosi, Milan, Giuffrè, 1979.
- Essai introductif à Pietro BEMBO, *Istoria Viniziana*, Ed. Reprint, Milan, Cisalpino-Goliardica, 1979.
- Essai introductif à *Bibliografia dell'Edizione de'Classici italiani*, Ed. Reprint, Milan, Cisalpino-Goliardica, 1979.
- Mot « Patto » dans le vol. X de l'*Enciclopedia*, Turin, Einaudi, 1980.
- Essai introductif à C. B. MACPHERSON, *La vita e i tempi della democrazia liberale*, Milan, Il Saggiatore, 1980.
- Essai « Aspetti politico-giuridici del federalismo e dell'autonomismo regionale » dans le volume *L'Italia unita nella storiografia del secondo dopoguerra*, Milan, Feltrinelli, 1980.
- Essai dans le volume *Strumenti per partecipare*, Milan, Franco Angeli, 1981.



ISBN 2 13 037094 2

1^{re} édition : 3^e trimestre 1981

© Presses Universitaires de France, 1981
108, Bd Saint-Germain, 75006 Paris

INTRODUCTION

Tracer un profil de l'*histoire des doctrines politiques* en Italie peut sembler une entreprise téméraire ; elle l'est certainement si l'on n'énonce pas tout de suite la méthodologie et les intentions.

L'*histoire des doctrines politiques* est une discipline académique à base philosophique, juridique et d'histoire générale qui, au fil du temps, a perdu de son dogmatisme pour assumer progressivement l'aspect, plus actuel et vivant, d'*histoire des idées politiques*. Histoire, donc, non seulement de réflexions systématiques sur les formes du pouvoir, l'origine de la société, la raison de l'Etat et celle des individus. Mais, dans un sens plus général, l'*histoire des idées politiques* signifie aujourd'hui l'aspiration à saisir la pensée politique dans son intégrité, en puisant dans toutes les sources originales et valables, au-delà de toute barrière académique, philosophique ou idéologique. A travers les études — pour ne citer que quelques noms de la culture française — d'Henri Michel, Paul Hazard, J.-J. Chevallier, Jean Touchard, Marcel Prélot, Jacques Droz, cette conception a désormais trouvé place partout. De même que s'est progressivement consolidée la position affirmée par l'Italien Gaetano Mosca dans son *Histoire des doctrines politiques depuis l'Antiquité*, parue en France en 1936 et développée par la suite par Gaston Bouthoul avec une efficacité particulière. Mon *Histoire des doctrines politiques en Italie* a été élaborée dans l'esprit et dans la méthodologie de ces précédents auteurs ; elle a été rédigée selon le plan de recherche propre

à la nouvelle école historiographique à base philologique des doctrines politiques dont Luigi Firpo est actuellement le chef de file en Italie.

Traditionnellement, une histoire des doctrines politiques en Italie (mais d'une façon plus générale en Europe) a son point de départ dans la pensée de Niccolò Machiavel. L'histoire que je présente ici veut narrer le développement de la pensée politique italienne dans ses rapports avec le contexte historique qui voit se former et se développer la société italienne avec sa profonde fragmentation locale et régionale jusqu'à la difficile unification réalisée au siècle dernier. Dans cette perspective, Machiavel ne peut être un point de départ. En effet, avant Machiavel, il existait déjà en Italie une pensée politique solidement formée et différenciée. L'histoire italienne est en fait fruit de nombreuses tensions. D'un côté, il est impossible de faire abstraction de l'association de valeurs universelles et de pouvoir concret et particulier historiquement représenté par l'Eglise catholique et qui, dialectiquement, a toujours suscité en Italie une pensée laïque, souvent lourde de suggestions anticléricales et parfois anticatholiques. Enfin, la forte dialectique entre le rappel des faits — typique d'une société très divisée dans ses expériences et dans ses pouvoirs — et les grandes visions futuristes d'un monde moralement et politiquement régénéré marque — avec les traits du réalisme et de l'utopie — d'ultérieurs linéaments de la pensée politique italienne, depuis la plus lointaine Antiquité jusqu'à nos jours.

Le but de cette histoire est donc de broser le tableau essentiel d'un développement de pensée qui acquiert et offre progressivement la conscience d'un destin commun pour les peuples de l'aire italienne.

CHAPITRE PREMIER

NAISSANCE D'UN NOUVEAU PEUPLE ET CARACTÈRES ORIGINAIRES DE LA PHILOSOPHIE POLITIQUE ITALIENNE

Une connaissance même superficielle de l'histoire italienne inspire aussitôt une considération évidente, presque banale : les différentes sociétés qui, historiquement, se succèdent dans la péninsule italique et dans les grandes îles méditerranéennes (Sicile et Sardaigne) constituent, dans leur ensemble, une réalité bien plus antique que l'Etat unitaire italien qui se forma il y a à peine plus d'un siècle.

La société italienne, avec ses différenciations géographiques et historiques, représente le résultat d'une continuité humaine se développant en un temps historique particulièrement long, avec un imposant mélange de races, de peuples, de cultures et de civilisations. Dans ce contexte, l'hégémonie de Rome sur la péninsule (et sur la majeure partie du monde alors connu et civilisé) symbolise certainement le point d'homogénéisation et de première synthèse de la vie civile se développant sur l'aire italienne.

Entre la décadence romaine du v^e siècle ap. J.-C. et l'ère moderne, c'est-à-dire le début du xvi^e siècle jusqu'à nos jours, s'étend une longue transition dont les différentes périodes requièrent une étude adéquate. Celle-ci révélera justement comment, à partir

de la réalité romaine, impériale et universelle mais respectueuse de chaque particularité locale, est née l'Italie en tant qu'expression unitaire, culturelle et politique.

En effet, ce qui caractérise le problème historique italien c'est le rapport existant entre, d'une part, une étendue territoriale politiquement très fragmentée, chargée d'histoires profondément différentes au sein de chaque région et, d'autre part, le processus de maturation de la conscience vers une identité et un destin politique communs, processus extrêmement long et tourmenté. Les affinités linguistiques, le sentiment religieux, l'élaboration culturelle soutenue par un monde d'intellectuels formé de clercs et de laïcs, dont les rapports représentent déjà un dépassement du particularisme local et ébauchent, en somme, une société culturelle nationale, sont les éléments qui caractérisent ce développement depuis la dissolution de l'unité romaine jusqu'à nos jours, un développement qui n'est pas encore arrivé à terme.

Dans ce contexte, le concept même d'Italie est donc une donnée problématique émanant de la fragmentation de l'unité à travers une histoire qui — lorsqu'elle est commune — est déterminée par les grandes références universalistes (Papauté et Empire) ou par les dominations étrangères et — lorsqu'elle est locale — est vénitienne, milanaise, florentine, etc., et ce jusqu'à l'agrégation unitaire des états accomplie au XIX^e siècle.

I. — L'héritage du monde antique et la « *Respublica christiana* »

La date de 476 ap. J.-C. n'indique que de façon rhétorique la fin de l'Empire romain en Occident à la suite de la destitution du dernier empereur Romulus Augustule par le barbare

Odoacre. Ce dernier, cependant, après la déposition dépêche à Constantinople auprès de l'empereur Xénon une délégation de sénateurs romains. Celle-ci devra remettre les insignes du souverain destitué à l'Empereur oriental, reconnu comme le seul titulaire de l'*imperium* romain universel, et obtenir de celui-ci que les affaires d'Italie soient régies par le sage et valeureux Odoacre érigé au titre de « patrice romain ». La destitution de Romulus Augustule et la reconnaissance impériale confirment donc un élément de continuité plus que de rupture. Pourtant, c'est justement avec cette date rhétorique de 476 ap. J.-C. que s'ouvre l'ère dénommée, de façon générale, *romano-barbare* ; elle s'étend jusque vers 1100 et peut être divisée en : *période byzantine* (476-751), *période lombarde et franque* (568-888), *période féodale postcarolingienne* (888-1100), chacune d'elles étant caractérisée par les dominations prédominantes en Italie.

Selon cette séquence périodique, qui nous amène au seuil d'une histoire italienne indépendante de son antique matrice romano-italique et des récentes influences barbares, nous voyons que le seul passage traumatique et de vraie rupture est, en fait, représenté par la conquête de la part des Lombards de l'Italie septentrionale, d'une partie de l'Italie centrale et, en mesure moindre, de l'Italie méridionale. En fait, après 568, les rapports avec l'Empire de Byzance s'altèrent dans une grande partie de l'Italie. La nouvelle domination germanique se déroule — jusqu'à la renaissance carolingienne — sous une opaque lumière culturelle et spirituelle que ravive çà et là quelque faible lueur, alors que les différentes influences s'exerçant dans la péninsule marquent des distinctions notables d'une zone à l'autre. En fait, à côté de la vaste aire lombarde demeure tout un ensemble de domaines byzantins (l'exarchat de Ravenne et la Pentapole ; les duchés de Rome, Pérouse, Gaeta, Amalfi, Salerne ; la Calabre ; les Pouilles ; la Sicile et la Sardaigne). Dans cette seconde aire, et plus particulièrement dans le duché romain, apparaît de façon toujours plus évidente le nouveau pouvoir, non seulement spirituel mais aussi temporel, du pontife de l'Eglise catholique qui coexiste avec celui du *duce* byzantin et de l'antique structure romaine (sénat, consuls, peuple romain) demeurée intacte.

Avec l'incursion des Lombards en Italie, un peuple barbare, païen et particulièrement belliqueux qui, en moins de deux siècles, anéantit et détruit le pouvoir impérial byzantin (la conquête de Ravenne date de 751), on assiste à la dissolution effective de ce qui restait de l'idée même de l'Empire occi-

dental. Tandis que c'est l'hégémonie spirituelle de l'Eglise romaine et le message chrétien qu'elle diffuse qui garantissent une ligne de civilisation des conquérants en même temps que l'affirmation, progressive et réelle, d'un nouveau pouvoir jusqu'alors inconnu : celui du Pontife romain.

Après la conquête lombarde, l'héritage du monde antique, de l'expérience romaine avec son bagage de tradition grecque et de synthèse helléniste, doit se débattre avec un processus de trouble général de la vie civile, sociale et économique de l'Italie. Face à cette réelle perte de mémoire historique et culturelle, le rôle civilisateur exercé par l'Eglise catholique et le christianisme acquiert encore plus d'importance dans ce moment d'exaltation de la force et de l'avidité de conquête que représentent les invasions barbares. Un rôle qui, petit à petit, se traduit par une véritable initiative politique, toujours plus déterminée et croissante, de la Papauté romaine ; celle-ci réussit, en effet, avec le pape Grégoire II à exalter le roi lombard Liutprand, désormais chrétien-catholique, contre l'hérétique empereur iconoclaste d'Orient Léon et, en même temps, évite que Liutprand puisse conquérir Rome, la ville sacrée. Ce fait se répétera quelques années après entre le pape Zacharie et le roi lombard Rachi.

C'est dans cette situation que se forme et se consolide le concept de *Respublica romanorum* qui, certes, ne caractérise pas une réalité politique d'Etat existante mais plutôt une ligne de continuité entre l'idée impériale, universelle, romaine, désormais déchue en Occident, et la nouvelle idée universelle, romaine, catholique telle que l'exprime le pontife. La *Respublica romanorum* n'est donc rien d'autre que la *Respublica christiana*, à savoir une nouvelle conception du pouvoir qui sublime la dimension de la force et de la domination en soi pour assumer une valeur morale et idéale.

Dans un contexte où « romain » acquiert toujours plus la signification de « chrétien », la *Respublica christiana*, dans ce brassage de *sacerdotium* et d'*imperium* à la fois complexe et indéterminé, exprime une conception politique et éthique destinée à durer dans le temps et à vivre dans les consciences. En

effet, la *Respublica christiana* est avant tout une dimension de civilisation dans laquelle importe peu la limite nébuleuse entre ce qui appartient à César et ce qui appartient à Dieu. Ce qui compte aux yeux de la communauté des chrétiens, c'est la valeur d'une synthèse, considérée comme d'origine providentielle, entre l'héritage romain et le nouveau message chrétien institutionnalisé dans l'Eglise de Rome.

Ce n'est pas par hasard que la *Respublica christiana* recourt, de façon visible et émotive, aux symboles de l'antique pouvoir romain existants encore dans la ville de Rome et à ceux des antiques dignités même s'ils sont dénués de vigueur politique. Ce n'est certes pas une représentation insignifiante qui se déroule sur la scène de la ville autrefois dominatrice du monde : sous le rappel à l'universalisme de l'antique dominatrice, c'est le nouvel universalisme chrétien-catholique qui se fait toujours plus pressant et tend à affirmer son hégémonie à la fois spirituelle et politique. Dans ce processus de grand intérêt politique, un fait lourd de signification est à noter : à partir justement du pape Zacharie, l'Eglise de Rome n'hésite pas à affirmer sa ligne de continuité même dans le domaine temporel en se fondant sur la prétendue *Donation de Constantin*, c'est-à-dire un faux legs solennel par lequel l'empereur accordait au pape de régir tout l'Occident.

La tendance de l'Eglise de Rome à affirmer son pouvoir fondamental en Italie constitue donc une donnée que tous devront affronter et qui influencera toujours considérablement les affaires italiennes. C'est en effet le pouvoir réel de l'Eglise de Rome qui invoquera la force et la puissance des Francs contre l'unification d'Italie de la part des Lombards. Et le vrai symbole du nouveau pouvoir papal sera justement, à Noël de l'an 800, le couronnement à Rome de Charlemagne empereur d'Occident de la part du pape Léon III. Le couronnement de Charlemagne représente ainsi le majeur point d'identification de la nouvelle idée de la *Respublica christiana* et, parallèlement, de la réalité du nouveau pouvoir qui s'est formé en Italie autour de l'Eglise de Rome et qui ne veut pas être un pouvoir parmi tant d'autres existant alors dans le monde mais le pouvoir par excellence capable, si besoin est, de faire trembler trônes et couronnes. Et, à partir de Charlemagne, l'Empire sera d'abord *sacré* et ensuite *romain*.

Entre le monde antique et le monde moderne, dans cette longue période de transition improprement et globalement définie comme le Moyen Âge, la première doctrine politique qui s'affirme en Italie dans la pratique et se cristallise dans le dogme, c'est justement celle de la *Respublica christiana* dont l'Empire carolingien est l'exemple. Dans son *Histoire générale de la civilisation en Europe*, François Guizot a noté que dans l'idée impériale carolingienne conflue une exigence d'ordre qui est politique et éthique ; mais celle-ci est en même temps synthèse de l'héritage global du monde antique et de la civilisation que les populations barbares d'origine germanique ont désormais acquise dans la dimension totalisante de la vie exprimée par l'Église catholique. L'Empire carolingien, « géant aux pieds d'argile » selon la définition de Roberto Lopez, commence presque dès le début son processus de désagrégation et de fragmentation dans sa structure institutionnelle. Cependant, il faut tout de même noter que par la réalisation idéale d'une unification, même temporaire, de l'aire occidentale sous une seule domination, l'Empire carolingien représente un tournant significatif dans le développement de cette longue période historique.

II. — Les valeurs politiques de l'autonomie « communale »

Du fait même de sa labilité, l'agrégation politique carolingienne est donc une réponse doublement valable aux problèmes politiques de cette époque : d'une part, elle est européenne, chrétienne, unifiante et, d'autre part, elle représente un point de départ particulier et féodal pour les agrégations nationales. En effet, dans le processus d'écroulement de l'Empire carolingien, on n'assiste aucunement à la désorganisation totale qui avait accompagné les années et les siècles de la décadence romaine. Au contraire, ce craquement de

l'Empire carolingien fait nettement ressortir un processus dont les méandres sont très importants ; il s'agit en effet d'un processus de formation et de développement des cultures et des langues nationales, un dépassement en quelque sorte et, à la limite, une tendance à la négation de l'universalisme romain-catholique. En fait, entre la dissolution de l'idée impériale carolingienne qui avait été reprise par Otton I^{er} le Grand (sacré empereur à Rome en 962) et jusqu'à l'explosion d'une rigoureuse affirmation doctrinaire du pouvoir théocratique de la part de Grégoire VII (pape de 1073 à 1085), se déroule en Italie une histoire qui ouvre la voie à une double réorganisation de la vie sociale et civile italienne. D'une part, il y a consolidation de la féodalité, à savoir une forme d'organisation des niveaux locaux de pouvoir selon une hiérarchie qui trouve sa légitimation dans la persistance de l'ordre impérial. D'autre part, sous des formes très variées, apparaît plus tard le processus d'association communale. On relève ainsi une donnée de grande importance : il s'agit de la croissance, autour de l'antique tissu urbain, de libres associations d'hommes qui, de par leur richesse, leurs capacités mercantiles et, souvent, leur force militaire personnelle, s'évadent de l'ordre féodal pour constituer une institution juridique stable : la *Commune*. Celle-ci est formée sur des bases à la fois juridiques et économiques, suivant aussi la consécration du lien religieux exprimé par le jurement d'union. La renaissance citadine qui, à partir du XII^e siècle, constitue le magma complexe d'où naîtra l'Italie moderne avec ses caractères propres, représente un phénomène politique et social dont les aspects sont très originaux. En lui demeurent toujours vifs et présents le conflit social et l'aspiration à un profond renouveau moral et religieux. Souvent, pour ne pas dire presque toujours, la lutte sociale et l'aspiration au renouveau religieux sont deux phénomènes qui se mêlent étroitement en relatant une histoire encore superficielle d'aspirations et de désirs populaires vers une réforme civile et morale de marque antiféodale. De ce labeur qui a duré presque six siècles naît donc en Italie, au XI^e siècle, un nouveau peuple, le peuple italien, en même temps que reprend la vie civile en Italie et en Europe. En Italie, ce développement nouveau et impétueux s'organise autour de la réalité précise et très importante des villes politiquement tonifiées et économiquement soutenues par l'association politique communale. Cette dernière possède en son sein une organisation toujours plus croissante de groupements sociaux et de groupements de métier.

Après des siècles de stagnation, voire de régression, le processus de développement connaît en Italie, de même qu'en Europe, un plein épanouissement qui culminera aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Il faut cependant noter que cet épanouissement puise ses origines dans des données structurelles précises et désormais prouvées : reprise démographique, repeuplement des campagnes, développement du commerce, emploi des machines, absences de migrations sauvages et d'épidémies particulièrement graves, et enfin les Croisades. Les événements successifs donnent une indication sur le développement de l'histoire italienne à partir de cette période selon une ultérieure subdivision enregistrant ce qui suit.

Un *âge de l'autonomie* qui se caractérise depuis les premières affirmations des Communes de l'Italie septentrionale et de la Toscane (Pise et Lucques en 1081, Asti en 1095, Gênes en 1098) jusqu'à l'expédition de Charles VIII ouvrant la série des premières guerres d'Italie (1494-1518) et lançant le nouvel *âge des dominations étrangères modernes* en Italie, une période qui ne verra son terme que dans la seconde moitié du ^{xix}^e siècle avec la constitution du royaume d'Italie.

C'est la lutte pour les Investitures, que le pape Grégoire VII commença contre l'empereur Henri IV en 1076, qui modifie conceptuellement et politiquement l'équilibre de fait ayant jusqu'alors caractérisé l'idéal de la *Respublica christiana* fondée à la fois sur la distinction et la coopération entre le *sacerdotium* et l'*imperium*. Au cours des siècles précédents, le rapport entre ces deux pouvoirs (qui maintenaient sur le plan conceptuel la distinction des sphères) avait cependant trouvé une résolution dans un mélange effectif de fonctions et de compétences ainsi que dans une supériorité déclarée du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel. Maintenant, ce rapport se traduit au contraire par un antagonisme, réel et déchirant, chargé de dessous politiques, sociaux et éthiques.

Face à la hiérarchie féodale qui passait de l'empereur aux rois, aux grands-vassaux, aux évêques, aux abbés, etc., tous détenteurs du privilège économique, de la force militaire et de l'autorité religieuse, se place la grande masse des fidèles qui réclame une religiosité profondément renouvelée, trouvant un puissant point d'appui au sein de l'Eglise de Rome.

C'est sur ce terrain de réel contraste et d'antagonisme que l'on enregistre un changement progressif de toutes les institutions héritées par la civilisation décidément la plus médiévale. C'est encore dans cette voie que les Communes libres — représentant toujours plus le point d'agrégation italienne nouveau, autonome et original — trouvent un espace possible

CHAPITRE VIII. — De l'esprit réformateur du dix-huitième siècle au premier Etat national	88
I. La philosophie politique des réformateurs, 91. —	
II. « Quel est celui des gouvernements libres qui conviendrait le mieux à l'Italie » ?, 98.	
CHAPITRE IX. — Dans l'Italie qui d' « expression géographique » se convertit en nation souveraine et indépendante.....	103
I. La nouvelle synthèse politique : Romagnosi, 106. —	
II. Les doctrines politiques de l'unification, 108. — III. Les alternatives radicales, 112.	
CHAPITRE X. — La difficile intégration nationale.....	115
I. Les doctrines de la liberté, 116. — II. De l'irrationnalisme au fascisme, 119. — III. De l'antifascisme à l'Italie républicaine, 122.	
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	125



Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

